



La déclaration politique de Durban

ENVISAGER L'AVENIR D'UN MOUVEMENT MUNICIPAL INTERNATIONAL RENOUVELES

Nous, gouvernements locaux et régionaux du monde entier, représentant les grandes et petites communautés, métropolitaines, rurales et urbaines, réunis au Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux à Durban du 11 au 15 novembre 2019, dans la continuité d'un mouvement municipaliste centenaire, sommes convaincus que :

Les transformations de notre modèle de développement ne seront possibles que si elles répondent aux rêves et aux attentes des citoyens et des communautés et que si nous prenons nos responsabilités collectives pour nous adapter et faire les compromis nécessaires sur des bases plus justes, équitables et durables.

Les changements transformationnels seront locaux ou ne seront pas. Les communautés, en lien avec leurs territoires, doivent être au centre des décisions pour que des avancées significatives dans les agendas mondiaux soient faites et que nous assurions une vie décente et un avenir durable aux prochaines générations.



Nous croyons fermement que pour atteindre ses prochaines avancées, le mouvement municipal international :

1. Devra faire face aux tendances mondiales en étant plus attaché que jamais à ses origines, pour protéger et promouvoir la démocratie locale, en tant que gardiens des rêves et des espoirs de nos communautés, fidèles aux valeurs et principes de la décentralisation, de la subsidiarité, de la parité, de l'autonomie et de la reddition de comptes.
2. Sera engagé à promouvoir l'égalité, la diversité et l'universalité et défendra la transition d'un système international à un système interurbain et solidaire de gouvernements locaux interdépendants. Elle placera la protection des êtres vivants et des écosystèmes, ainsi que la durabilité de notre planète, au cœur de son agenda, et fera le lien avec les fondements ruraux de l'humanité. Pour ce faire, l'ADN du mouvement international local et régional s'articule autour de liens plus étroits entre un système de villes plus équilibré et le renforcement du continuum urbain et rural.
3. **Sera attaché à atteindre l'égalité, et prendra collectivement position pour mettre fin à la pauvreté et s'attaquer aux inégalités**, qui sont encore à l'origine de la grande majorité des problèmes dans le monde. Le mouvement doit être construit sur des bases solides pour défendre l'égalité, en ayant une attention renforcée pour ces populations qui en ont le plus besoin, en priorisant les questions d'accès et d'utilisation des espaces et des services publics et en plaçant l'égalité des genres au cœur des politiques et des actions publiques.
4. S'appuiera sur la force catalytique des villes et des régions à travers le monde ainsi que la solidarité et les capacités de leurs associations, appuyés par les sections régionales de CGLU, à générer un effet multiplicateur et à intensifier les efforts à tous les niveaux et atteindre des impacts à plus grande échelle.
5. Encouragera la transformation de la société, en donnant aux gouvernements locaux et régionaux les moyens indispensables pour qu'ils réalisent leur rôle de moteur du changement des modes de consommation et de production. En retour, celui-ci permettra de **fournir des**

services de façon inclusive, financièrement abordable et équitable, en encourageant la préservation des biens communs et la promotion des droits humains.

6. Veillera à ce que la 4ème révolution industrielle aille au-delà des seuls progrès technologiques, en se plaçant au service des communautés locales et pas uniquement des plus privilégiées. La défense des droits numériques doit être une priorité pour tous les gouvernements locaux et régionaux, à commencer par les services et infrastructures numériques publics pour créer une société plus égalitaire, plus juste et non discriminatoire. Elle doit concilier compétitivité, cohésion territoriale et dimension locale pour assurer un avenir prospère au travail décent.



L'appropriation locale pour l'avenir de l'humanité

7. Dans un monde interconnecté, les problèmes locaux ne peuvent plus seulement être résolus au niveau local et une transformation mondiale répondant aux besoins des communautés n'est plus possible sans que les collectivités ne s'en approprient au niveau local. Le mouvement municipal international facilitera la création d'une plateforme faisant le lien entre le local et le global afin de s'assurer que nos voix sont entendues et qu'à travers la gouvernance de proximité, nous contribuons à la réflexion de nos communautés selon nos propres perspectives.
8. Encourage le mouvement municipal renouvelé à promouvoir l'engagement des communautés et le suivi depuis leurs perspectives dans les espaces locaux, nationaux, régionaux et internationaux. Renforcer la voix des collectivités locales et régionales à l'échelle internationale n'est pas un objectif en soi. Nous nous efforçons plutôt de créer des sociétés inclusives et justes qui permettent aux collectivités territoriales de répondre aux espoirs et aux attentes des communautés. Les gouvernements locaux et régionaux proposent des politiques renouvelées pour répondre à des enjeux fondamentaux pour favoriser les transformations générales fondées sur la diversité des expériences des différents continents.
9. Il existe une corrélation positive entre le développement humain national et les capacités des gouvernements locaux et régionaux. Un changement de paradigme financier est essentiel pour assurer la cohésion territoriale et urbaine et des stratégies qui veillent à ne laisser personne pour compte.
10. Nous devons apporter des changements dans la façon dont nous co-crédons des villes et des territoires, en promouvant la contribution autonome des organisations communautaires et de la société civile, en développant des partenariats avec le secteur privé et le monde universitaire. Ces changements doivent stimuler la transmission des savoir-faire locaux ainsi que développer l'expertise scientifique locale pour exploiter le pouvoir de la co-production dans nos villes et territoires, notamment de données et d'informations.
11. L'Agenda 2030 est l'occasion de renouveler le contrat social, de repenser ce qui nous relie. L'appropriation de cet agenda mondial est ce que nous entendons par **localisation**, ce qui permet à chacun de nous d'innover et de placer notre mouvement collectif au cœur de la politique de développement international. C'est la seule garantie de sa réalisation effective.



Les rêves de 2030 ouvrent la voie à un nouveau contrat social

12. **Le droit au logement convenable** est au centre des priorités de la citoyenneté et doit continuer d'être au centre de l'agenda politique. Ce droit est intrinsèquement lié à l'offre de conditions de vie décentes et des opportunités de qualité de vie. Les principes énoncés dans la Déclaration des villes pour un logement convenable, tels que des pouvoirs accrus de réglementation du marché immobilier ou une planification urbaine qui combine un logement convenable et des quartiers en bonne condition, sont les axes que nous cherchons à développer et promouvoir davantage.
13. La lutte contre la discrimination et la promotion de la solidarité humaine sont des engagements auxquels nous tenons pour protéger la dignité de toutes les personnes, quel que soit leur statut juridique. A cet égard, le mouvement envisage les enjeux de la **migration à travers une approche** par les droits au-delà de la question de la gestion des frontières, en donnant accès aux services de base et aux possibilités de transformation sociale par le biais de dialogues interculturels.
14. **Le renouvellement de la démocratie et de la citoyenneté** : Il y a un manque évident de confiance des communautés dans les institutions qui les représentent, et les systèmes de gouvernance sont remis en question. Les niveaux local et territorial sont essentiels pour repenser et remodeler les systèmes de gouvernance afin qu'ils deviennent plus participatifs, incitent à mieux rendre des comptes et soient ainsi plus transparents. Répondre à ces appels et rétablir, à tous les niveaux, la confiance entre les citoyens, les institutions et les communautés sont des éléments déterminants pour réaliser les agendas mondiaux. Les citoyens, la citoyenneté, à travers les mouvements sociaux et la société civile, exigent de plus en plus la transformation des systèmes de gouvernement.
15. **Défense des représentants publics** : Notre mouvement s'engage à mettre en place des mécanismes de défense de l'exercice du service public et des maires légitimement élus par les populations contre tout affront démocratique et violent, pour le bien de la stabilité démocratique et du développement de nos sociétés.
16. **Le dialogue intergénérationnel et la paix** : La démocratie locale se nourrit de la diversité culturelle, qui s'enracine dans le patrimoine local au fur et à mesure qu'il évolue. Placer les personnes au centre des agendas suppose la transmission des savoir-faire locaux au moyen du dialogue intergénérationnel, de la sensibilisation et de l'expérimentation de nouveaux outils. Cela a lieu et doit être encouragé dans chaque rue, dans chaque quartier de chaque village, chaque ville, chaque grande ville. Faire progresser ce changement transformateur est un parmi les nombreux moyens par lesquels les gouvernements locaux peuvent contribuer à une culture de la paix.
17. **La transition écologique** : L'avenir du mouvement international des gouvernements locaux et régionaux reposera sur une approche territoriale intégrée, fondée sur des systèmes de villes agissant en coopération et non pas en concurrence les unes avec les autres. Elle encouragera un changement dans les modes de production et de consommation, en s'efforçant d'assurer une mobilité propre, afin de freiner l'étalement urbain et de soutenir le travail décent à l'ère numérique. Les gouvernements locaux de toutes tailles auront un rôle important à jouer dans la transition d'une société productive à une société créative, notamment en contribuant à repenser la complexité des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que les circuits

courts et naturels des villes. Pour nous assurer que nous menons cette course ensemble, nous devons améliorer ensemble l'utilisation des énergies renouvelables et tenir compte de la durée de vie des émissions de gaz à effet de serre.

18. **La résilience** : Les gouvernements locaux et régionaux sont aux avant-postes des réponses aux catastrophes. Les communautés doivent être prêtes à faire face aux effets du changement climatique et mettre en place de manière proactive des mécanismes pour pouvoir les atténuer. Bâtir des communautés résilientes ne se limite pas à réagir aux catastrophes. Notre mouvement est prêt à promouvoir le rôle que jouent les villes et les régions dans la gestion des ressources naturelles et la contribution à la résilience de la planète, ainsi que la justice sociale mondiale.
19. **L'égalité des sexes** : Notre mouvement se fait le champion sans réserves de l'égalité et mettra en œuvre des actions concrètes pour faire entendre la voix des femmes et des filles dans le processus de localisation. La condition des femmes, leurs besoins spécifiques et leur contribution unique à façonner l'avenir de l'humanité ne peuvent rester invisibles et ignorés dans la formulation et le suivi des politiques publiques, notamment lorsqu'elles proviennent des populations qui ont été historiquement la cible de discrimination. L'égalité, et plus particulièrement l'égalité entre les sexes, doit être placée au cœur de tous les processus de développement afin de garantir que les décisions soient prises consciencieusement, sans que la moitié de la population mondiale ne soit laissée pour compte.
20. **La culture** : La culture est une composante essentielle de l'identité locale, le quatrième pilier du développement durable, et joue un rôle dynamique en tant que volet de la solidarité mondiale. Les politiques et actions culturelles locales en matière de mémoire, de patrimoine, de créativité, de diversité et de savoir sont partout des vecteurs essentiels d'un développement local durable axé sur les personnes.



Universalité et solidarité : réaffirmer l'engagement mondial des associations, des villes et des régions à part égales

21. Les liens de notre collectif, composé d'associations de gouvernements locaux et régionaux à tous les niveaux, doivent être d'avantage consolidés et les rôles des différents types de membres doivent être mobilisés de façon collaborative, en encourageant les échanges directs et l'apprentissage entre pairs pour se préparer à la « décennie de mise en œuvre » des ODD telle qu'envisagée par la communauté internationale pour réaliser les agendas mondiaux.
22. C'est par le développement d'un système d'apprentissage et par la coopération décentralisée que le mouvement peut diffuser ses messages communs et que la cohésion et la solidarité peuvent prendre effet. Il est essentiel de multiplier les efforts et des méthodologies innovantes et développer davantage d'outils pour améliorer les connaissances et la coopération.
23. Nous réaffirmons l'engagement de nos pairs à contribuer à la voix unie des gouvernements locaux et régionaux en participant activement aux réseaux, notamment la Global Taskforce des gouvernements locaux et régionaux, et à un écosystème d'organisations sœurs, pour renforcer les mécanismes de coordination et de consultation.

24. Nous réaffirmons que **l'Assemblée mondiale des dirigeants locaux et régionaux** est la véritable tribune internationale pour faire en sorte que les voix locales et régionales soient véritablement portées et qu'elles contribuent à la réflexion des communautés du monde entier selon leur propre perspective.

25. Nous appelons « agenda municipaliste », l'ensemble des engagements pris ici. Il est le fruit d'un siècle de collaboration. Nous, les représentants des gouvernements locaux et régionaux et leurs associations, sommes convaincus que les valeurs et les expériences qui construisent ce patrimoine peuvent contribuer à mener les transformations nécessaires pour que nos sociétés deviennent durables, justes, inclusives et animées par les principes de solidarité et de paix pour la préservation de notre planète. Par cette déclaration, nous affirmons notre responsabilité envers les communautés que nous servons et notre engagement à nous associer à la communauté internationale et à toutes les parties prenantes dans la quête commune et optimiste pour l'avenir pour l'humanité.